

«L'industrie de la pauvreté»

4 idées pour partir

«Ici, l'équipe de *Ma Place au soleil* a fermé le programme :
il n'y avait pas assez de clientèle»
- commentaire spontané d'une intervenante de CLSC de Gatineau

Définition dictionnaire :

L'industrie est l'activité humaine tournée vers
la production en série de biens et de services

1. **La lutte contre la pauvreté a transformé la pauvreté en une marchandise, une commodité.** Comme marchandise, la pauvreté peut (et doit) être comptée, calculée, étudiée, mesurée, échangée...

Exemple : L'ONU critique le Canada, et ce dans plusieurs *forums*- dont le *Comité d'experts du PIDESEC* - de ne pas avoir établi un seuil officiel de la pauvreté... À défaut d'un tel seuil, l'ONU utilise le *seuil de faible revenu*. La société civile est d'accord avec cette critique – on veut que le Canada (et le Québec) se dote d'une mesure officielle de la pauvreté, pour que l'on puisse mesurer si les différentes mesures et programmes ont un impact. Au Québec, le Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale (créé par la Loi 112) a comme mandat de proposer un seuil officiel de la pauvreté au ministre¹

Mais :

Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale (un groupe de travail gouvernemental piloté par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale) alimente le Comité consultatif avec une myriade de façons différentes de calculer la pauvreté...

Conséquence de cet aspect du processus d'industrialisation de la pauvreté : la perte de l'histoire racontée. Fondamentalement, la pauvreté est un drame humain; c'est un fait vécu intensément, sur le plan personnel et collectif (Je n'arrive plus; notre bloc est insalubre;...) L'industrialisation de la pauvreté fait abstraction de ce qui est fondamentalement de l'histoire personnelle et collective. La pauvreté devient aseptisée, coupée de sa base existentielle. Elle devient un objet d'étude ou une marchandise.

Exemple : La pauvreté se définit en chiffres : x nombre de pauvres dans ce quartier. x nombre de monoparentales, x nombre de paniers à distribuer, x nombres d'enfants ayant besoin de stimulation précoce, etc. Donc, on cherche à gérer ces problématiques en produisant un certain nombre de services, rendus par des organisations efficaces (oca, csss, etc.). On vient de créer une industrie pour tous les partenaires qui « travaillent » à produire, des biens et services pour lutter contre la pauvreté.

¹ Confirmé par la ministre Michelle Courchesne aux représentants du ROM, TROVEP Montérégie et TROVEP Outaouais lors d'une rencontre en 2006.

2. Quand la pauvreté devient l'affaire de tout le monde, « tout le monde » doit s'en occuper

- La nouvelle «marchandise» qu'est la pauvreté ne relève plus de prime abord de la sphère privée. Elle occupe dorénavant l'espace public et devient un objet d'intérêt public.
- Dans cet univers industriel, les premiers responsables de la pauvreté sont les pauvres eux-mêmes. Face à la «chose», les pauvres doivent se responsabiliser... Le *Pacte à l'emploi* est élogieux à cet égard. Le ministre Sam Hammad dit que celui-ci va « aider toute personne **qui veut travailler** ».

Conséquence : L'idée de fond du *Pacte* : une fois les mesures mises en place, les seuls pauvres restants seront les méritants (les malades, "les fous", les très vieux qui ont mal planifié leur retraite...) et les irresponsables qui ne voudraient pas travailler.

- Au-delà de l'intérêt que les pauvres doivent porter à leur sort, la pauvreté industrialisée devient véritablement une commodité qui est lancée sur le marché où il devient un objet d'intérêt pour beaucoup de partenaires : Particulièrement, les spécialistes. Des spécialistes qui savent compter (les statisticiens qui peuvent la décortiquer; des spécialistes qui vont conseiller, former, encadrer, mesurer et analyser nos pauvres.

Parmi les spécialistes : les universitaires, les employeurs, les consultants, les organisateurs communautaires, les fonctionnaires municipaux, les d-g et les intervenants des groupes communautaires, les conseillers à l'emploi, les accompagnateurs, les démarcheurs, les spécialistes en études de l'évolution du marché du travail.²

Conséquence : La pauvreté, l'affaire de tout le monde, devient l'objet des experts. Le discours sur la pauvreté devient un discours entre les experts sur les différentes expertises et par rapport aux clients. Les pauvres sont des clients, même des « clientèles ». Les pauvres deviennent la matière brute d'une reddition de compte, les statistiques dans un rapport. Et quand il n'y a **pas assez** de pauvres, on ferme des programmes.

Conséquence : Quand la pauvreté devient un objet d'échange, pouvoir parler de l'objet devient un discours d'experts. Au point où les personnes qui vivent la pauvreté deviennent elles-mêmes dépossédées de leur propre réalité. (La pauvreté n'est plus l'histoire des personnes qui la vivent; est pauvre la personne qu'on retrouve sur les pages statistiques – dépendant de la mesure statistique retenue, t'es pauvre... ou pas. Donc, tantôt, selon telle mesure, t'es pauvre... selon telle autre mesure, t'es pas pauvre...)

² L'utilisation du masculin dans ce texte reflète le fait que, outre les travailleuses du communautaire, la majorité des (soi-disant) experts demeure les hommes... En tout cas, plus haut que soit ton salaire, plus haute est ta chance d'être un homme...

3. L'industrialisation de la pauvreté fait en sorte que la *lutte* contre la pauvreté est dépolitisée; la lutte politique se transforme en *débat sur la pauvreté*.

- Si on considère la pauvreté comme un drame humain (c'est-à-dire le drame des personnes pauvres), on développe des politiques sociales qui tiennent compte du drame humain. À commencer par celles qui vont combler le manque de revenu (car fondamentalement la pauvreté est un manque de revenu de la personne qui est pauvre – si elle avait un revenu suffisant, elle ne serait pas pauvre). Mettons l'indexation et l'augmentation des prestations de l'aide sociale.³ Suivi par celles qui vont assurer des logements convenables. Un drame humain mérite d'être vaincu – et pour vaincre l'inacceptable (la pauvreté dans une société riche), ça prend une lutte politique mobilisant les acteurs politisés. Indignés. Scandalisés.
- Mais on se rappelle que l'objectif de la *Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* **n'est pas d'avoir moins de personnes pauvres d'ici 2013**. L'objectif gouvernemental est d'avoir **un taux de pauvreté parmi les plus bas du monde industrialisé** d'ici 2013. (Article 9, *Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*)
- La lutte contre la pauvreté est celle de produire, peaufiner, raffiner, analyser, décortiquer et produire des chiffres. Nos ressources sont limitées, il faut que leur utilisation soit bien ciblée!
- Le Collectif (ce n'est pas une critique – la TROVEPO y participe – c'est une illustration) est actuellement en campagne de signature de la carte postale qui revendique trois choses. Dont que le salaire minimum soit élevé au seuil du faible revenu pour une personne seule (avant impôt), pour qu'un travailleur à temps plein puisse gagner annuellement un revenu de 22 000\$. Et dont que l'aide sociale soit augmentée (pour tout le monde) au niveau de la Mesure du panier de consommation, soit à 13 000\$ par année.

Conséquence : Le débat devient immédiatement sur le 13 000\$. Est-ce que c'est assez? Peut-être en Gaspé, mais pas à Montréal... Le 13 000\$, est-il avant ou après impôt? Si 13 000\$ n'est pas assez, combien est assez?

- Les paramètres ne sont plus ceux «des droits humains», le droit à un niveau de vie décent. Les paramètres deviennent la discussion sur la mesurable, la quantifiable.
- Le combat contre la pauvreté est de moins en moins le **combat politique** qui identifie, afin de faire respecter, les droits humains
 - Son droit au logement n'est pas respecté, car... son logement est insalubre... le code du bâtiment n'est pas respecté

³ L'ONU condamne nos gouvernements pour le niveau des prestations d'aide sociale qui ne respecte pas le droit de chaque citoyenNe à un niveau de vie décent...

- Son droit à une alimentation saine n'est pas respecté, car... sa pauvreté la force à utiliser la banque alimentaire... il y a un nouveau règlement qui limite son utilisation à une fois par mois...
- Le combat devient de plus en plus une guerre de chiffres qui vise
 - à réduire le nombre de personnes à l'aide social.
 - Comment ça, l'État bafoue les droits des 20 000 personnes actuellement sur les listes d'attente pour le logement social – le gouvernement vient de construire 5 000 nouvelles unités de logement abordables!

Quand la lutte contre la pauvreté devient identifiée à l'atteinte de la cible visant à réduire le nombre de prestataires à l'aide sociale, on ne peut même pas poser la question concernant «les nouveaux travailleurs pauvres». Car on n'a pas encore les données sur les nouveaux travailleurs pauvres. Puis, avant d'en parler, ça va prendre des données pour que l'on sache de quoi (pas de qui) on parle!

4. L'industrie de la pauvreté est un fruit de la Nouvelle gestion publique (un animal que les organismes communautaires connaissent très bien).

- On fixe des cibles, puis on mesure l'atteinte de celles-ci. «Results-based performance management». La gestion des résultats. Lire les Rapports annuels qui découlent du *Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. L'outil #12 en est un extrait.

Conséquence : Le rapport remplace la pancarte. L'Excel devient l'outil privilégié. Une génération de «bureaucrates» (avec conscience) répond aux exigences d'autres bureaucrates qui doivent rendre des comptes à (encore) d'autres bureaucrates.